

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 10/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HÔPITAUX UNIVERSITAIRES de STRASBOURG

1 place de l'hôpital
67000 Strasbourg

Références : 0937/AD/AG
Code AIOT : 0006700937

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2024 dans l'établissement HÔPITAUX UNIVERSITAIRES de STRASBOURG, implanté rue Jean Giraudoux HautePierre 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de mise en demeure du 20 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HÔPITAUX UNIVERSITAIRES de STRASBOURG
- rue Jean Giraudoux HautePierre 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) exploitent une blanchisserie située 1 rue Jean Giraudoux à Strasbourg.

Le site est autorisé à exploiter son activité de blanchisserie, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1979, et l'exploitant, par courrier du 9 juin 2023, a demandé à mettre à jour son classement ICPE comme suit :

- rubrique 2340-1 blanchisserie (enregistrement), pour une activité de 18 à 20 tonnes par jour.

Les rubriques 79-2, 251-2 et 1220-3 n'étant plus classées conformément aux réglementations ICPE ou aux spécificités du site. De plus, l'exploitant a indiqué, dans un courriel du 23 août 2023, ne pas être soumis à la rubrique 2718 dans le cadre de la gestion des DASRI qui se trouvent mélangés au linge par inadvertance.

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et localisation des risques	APMD du 20/07/2023, article 1 Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 10	Levée de mise en demeure
2	Consignes	APMD du 20/07/2023, article 1 Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 22	Levée de mise en demeure
3	État des matières stockées – connaissance des produits	APMD du 20/07/2023, article 1 Arrêté Ministériel du 14/01/2011, articles 11 et 12	Levée de mise en demeure
4	Mise en œuvre des préconisations des FDS	APMD du 20/07/2023, article 1 / Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Levée de mise en demeure
5	Dimensionnement des rétentions	APMD du 20/07/2023, article 1 Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.I	Levée de mise en demeure
6	Gestion des incompatibilités	APMD du 20/07/2023, article 1 Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25.II, alinéa 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 20 juillet 2023 qui cesse de produire ses effets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et localisation des risques

Référence réglementaire : APMD du 20/07/2023, article 1
Thèmes : Risques accidentels, Identification et localisation des risques
Prescription contrôlée : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 repris ci-après : <i>Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 - Article 10 : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire</i>

<p>partie de ce recensement.</p> <p><i>L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</i></p> <p><i>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. (...)</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan général indiquant l'ensemble des zones à risques pour chaque niveau.</p> <p>Les risques retenus sont les risques d'incendie, d'émanation toxique, de coupure (DASRI). Ils sont indiqués sur site, par des panneaux et affichages apposés sur les portes et/ou murs des zones concernées.</p> <p>Les quantités maximales de chaque matière combustible détenue sur site, sont présentes sur un registre.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Consignes

<p>Référence réglementaire : APMD du 20/07/2023, article 1</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Consignes générales d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 repris ci-après : (...)</p> <p><i>Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 - Article 22 : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux concernés et/ou fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</i></p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 25 (= isolement des eaux susceptibles d'être polluées) ; - les modes opératoires ; <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Des consignes (de sécurité générale, de stockage et d'incompatibilité chimique) ainsi qu'une procédure de « conduite à tenir en cas d'accident chimique », sont affichées sur site dans les zones à risques. Le matériel à utiliser en cas d'accident dans le but d'isoler du réseau de collecte les éventuels produits déversés, se trouve à proximité des affichages.</p> <p>En ce qui concerne les conditions de stockage, des emplacements ont été identifiés par nom de produits, pour faciliter le rangement pour les opérateurs (dans le local lessiviel et dans l'atelier de maintenance).</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : État des matières stockées – connaissance des produits

Référence réglementaire : APMD du 20/07/2023, article 1
Thèmes : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 repris ci-après : (...) <i>Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 - Articles 11 et 12 :</i> (Art. 11) <i>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</i> <i>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</i> (Art. 12) <i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</i> <i>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. (...)</i>
Constats : Un registre reprenant la nature et la quantité des produits dangereux détenus sur site (liste des produits lessiviels, des produits de maintenance et des matières combustibles (textile, carton, bois)) est tenu à disposition des services d'incendie et de secours, auquel est annexé un plan des zones où sont situées ces matières. La quantité indiquée est celle maximale pouvant être détenue sur site. Ce registre est mis à jour tous les 6 mois ou en cas de changement important (fournisseur ...). Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits détenus sur site sont disponibles sur le réseau intranet des HUS, accessible par l'ensemble des agents (le chemin d'accès est rappelé sur les consignes qui sont affichées sur site). La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : APMD du 20/07/2023, article 1
Thèmes : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 repris ci-après : (...) <i>Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 – Article 37.5 : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</i> <i>a) dans la (les) fiche(s) de données de sécurité qui lui a (ont) été transmise(s) ; (...)</i>
Constats : Les conditions de stockage ont été optimisées pour répondre aux préconisations prévues par les fiches de données de sécurité (FDS) : - un tri a été effectué pour évacuer les produits non nécessaires (produits de l'ancien fournisseur,

produits périmés ...); - dans le local lessiviel, chaque produit est stocké à un emplacement propre, identifié par le fournisseur, selon leur compatibilité chimique ; - dans le local maintenance, les produits dangereux sont entreposés par type de produits, selon leurs pictogrammes de dangers. Des consignes rappelant les incompatibilités chimiques sont affichées dans ces zones et les FDS sont disponibles à tout moment sur le réseau intranet des HUS. La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : APMD du 20/07/2023, article 1
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 repris ci-après : (...) <i>Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 – Article 25.I : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <i>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i> <i>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. (...)
Constats : Les rétentions observées apparaissent suffisamment dimensionnées. L'exploitant a investi dans des rétentions supplémentaires afin de disposer d'assez de rétention pour répondre à l'ensemble du volume de produits stockés. Dans le local maintenance, sur certaines rétentions un affichage a été apposé pour rappeler le volume maximal de stockage autorisé. La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : APMD du 20/07/2023, article 1
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans

le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 repris ci-après :
(...) *Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 – Article 25.II alinéa 4 : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.*

Constats :

Par sondage, l'inspection a procédé au contrôle visuel de quelques produits et n'a pas constaté la présence de produits incompatibles chimiquement stockés sur une même rétention.

Dans le local lessiviel, chaque produit est stocké sur sa propre rétention.

Dans le local maintenance, les produits dangereux sont entreposés par type de produits (dégrossants, lubrifiants ...) selon leurs pictogrammes de dangers.

La mise en demeure peut être levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure